

1er - 16 juin
2004

n° 216

onzième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique • Economie • Finances



TOTAL

Dans ce numéro

Fin de partie

Aux interminables péripéties qui ont précédé la formation d'un gouvernement on peut donner plusieurs explications.

Côté Funcinpec, après la déroute subie aux élections de juillet, il fallait faire choix d'une stratégie.

Entrer tout de suite, sans conditions, dans une nouvelle coalition avec le PPC, c'était poursuivre le déclin jusqu'à l'extinction du parti.

Rejoindre le PSR dans l'opposition, c'était une disparition tout aussi certaine.

Le Funcinpec semble avoir bien joué, d'abord en sauvegardant la cohésion du parti, ensuite en allant trouver du côté du PSR la dynamique, l'agressivité qui lui manquent.

Tout seul, le Funcinpec ne pèse guère face au PPC. Et le PSR, dans l'opposition, n'a pas à lui seul le pouvoir de bloquer le PPC. Mais «l'un a le clou, l'autre le marteau», et ensemble ils ont un pouvoir de blocage, comme on a vu.

Reste maintenant à recueillir les fruits de ce blocage. La répartition des postes va être révélatrice. On va voir si le Funcinpec a finalement réussi à utiliser le PSR à son profit; si le PSR a réussi à amorcer, avec l'Alliance, la création d'un futur grand parti qui aux élections de 2008 aura la force de l'emporter sur le PPC.

Ou bien on va voir si, Alliance ou pas, plate-forme politique ou non, le PPC reste aux commandes, avec un pouvoir inentamé, voire accru.

Une autre explication de ces 10 mois de blocage: il existe à l'étranger quantité d'opposants à Hun Sen et au PPC persuadés qu'il est facile, ou possible, de les renverser. Il a fallu tout ce temps pour qu'ils se rendent aux réalités. C.n.

Politique: l'accord du 2 juin

l'interminable accouchement d'une souris

Augmenter les salaires ? Oui, mais

en fonction des recettes de l'Etat



Le point sur les salaires dans la fonction publique, avec Ngo Hongly

Le réseau routier trans-asiatique



La filière francophone à la Faculté de Sciences Economiques de l'Université Royale de Droit et de Sciences Economiques (URDSE)

- *British American Tobacco Cambodia* vend 3 milliards de cigarettes et plante 1 million d'arbres par an
- J.J. Donard: le projet *VALEASE* du Centre Culturel Français pour développer le livre
- bientôt un nouveau *resort* sur la route n° 1
- PSE forme des professionnels
- *Pirates sans frontières* ...

Sommaire

Politique: l'accord du 2 juin p. 2

Les salaires dans la fonction publique pp. 3 - 4 - 5

Le réseau Asian Highway pp. 6 - 7

Sciences éco.

la filière francophone p. 8

BAT tabac et pépinière p. 9

Livre: VALEASE pp. 10 - 11

4-00

Accord du 2 juin: l'interminable accouchement d'une souris

On a poussé un soupir de soulagement lorsque le 2 juin, à 21 heures, est arrivée la nouvelle: le Premier ministre Hun Sen et le Prince Ranariddh se sont mis d'accord sur les derniers points de la plate-forme politique -cinq- qui restaient à régler.

Les questions de principe ainsi réglées, on va pouvoir parler de la répartition des postes, et l'Assemblée va pouvoir se réunir et reprendre ses travaux. Par exemple, discuter et adopter le budget pour 2004, ratifier l'adhésion du Cambodge à l'OMC, ratifier l'accord ONU - Cambodge sur le procès des khmers rouges, discuter et adopter quantité de projets de lois en attente. On va pouvoir organiser la prochaine réunion du Groupe Consultatif (CG) des bailleurs de fonds, les bailleurs de fonds internationaux vont pouvoir financer de nouveaux projets ...

Pour gagner du temps -ou cesser d'en perdre- l'opposition accepte enfin le "vote bloqué", c'est à dire que l'Assemblée va à la fois élire ses responsables (président, vice-présidents, commissions) et voter la confiance au nouveau gouvernement -ce qui suppose une modification de la Constitution.

Il aura fallu plus de 10 mois pour en arriver à ce résultat - ou du moins en approcher puisque le gouvernement n'est pas encore formé. La répartition des postes: selon certains ce sera vite fait, on sait déjà à quoi s'en tenir, selon d'autres les négociations n'en seront pas moins laborieuses.

Ces 10 mois de discussions ont-ils servi à quelque chose ? Apparemment à presque rien, puisqu'on en arrive pour l'essentiel à ce qui paraissait dès le départ le plus vraisemblable: une nouvelle coalition PPC-Funcinpec, avec une participation possible du PSR, et les mêmes personnages aux postes les plus importants: Hun Sen Premier ministre, Chea Sim président du Sénat, Ranariddh président de l'Assemblée nationale.

Rappelons qu'en novembre dernier le conseiller de Hun Sen Om Yentieng annonçait déjà tout cela, ajoutant qu'il y aurait 6 vice-Premiers ministres, 4 PPC, un Funcinpec et un PSR. Que le président du PSR Sam Rainsy pourrait s'il le voulait avoir un poste de vice-président de l'Assemblée nationale et de vice-Premier ministre (cn 204).

Les grands efforts de l'opposition pour remplacer le gouvernement PPC, puis pour écarter Hun Sen, puis pour entamer son pouvoir et l'amener à ses conditions sur une série de points particulièrement médiatiques n'ont que très partiellement abouti. Le PPC n'a lâché qu'un minimum, sur quelques points qui relèvent plutôt du bon sens et ne justifiaient pas de résistance particulière. La principale de ces concessions a été que l'on parlerait d'abord d'une "plate-forme politique commune". On prévoyait une grande perte de temps. C'était bien vu.

A PROPOS...

Procès

C'est au futur tribunal Cambodge-ONU qu'il revient de donner l'ordre d'arrêter les anciens leaders khmers rouges, et non au procureur général de la cour d'appel, qui l'avait fait en avril, déclarait le Premier ministre le 5 juin.

RN7

La section Kratie - frontière du Laos de la RN7 doit être

réalisée par la Chine. Les études sont faites. Le coût: 68 millions de dollars. Un contrat a été signé lors de la récente visite du Premier ministre à Pékin mais on n'en connaît pas le contenu: prêts ou dons, calendrier des travaux, dit-on au ministère des Travaux Publics et des Transports.

RN4: où vont les recettes ?

De même pour le péage installé sur la RN4: la décision a été prise par le Conseil des

Prenons quelques-uns des points qui faisaient litige:

- **frontières:** l'opposition voulait que le gouvernement s'engage à dénoncer les traités conclus avec le Vietnam concernant les frontières. C'était une demande absurde, comme l'a expliqué bien des fois M. Var Kim Hong. Sans parler de la bizarrerie du procédé vis à vis du Vietnam, une fois ces traités "abrogés", sur quelles bases négocier ? Et comment dans une affaire aussi importante décider à deux, sans que l'Assemblée en discute ? Solution de bon sens, il est convenu que l'on va créer un Conseil supérieur, présidé par un représentant du Roi. Si ce Conseil fait mieux que la structure actuelle, tant mieux.

- **les salaires des fonctionnaires:** bien sûr il faut les augmenter, mais il y a évidemment des contraintes (voir dans ce n°). On en convient finalement.

- **immigration:** l'opposition tient à un ministère de l'Immigration. On va en créer un, c'est un succès pour l'opposition. Il y a là une mine de litiges futurs.

- **le Premier ministre devant l'Assemblée** pour répondre aux questions des députés: c'est une bonne idée de l'opposition, Hun Sen l'approuve va au-delà de sa demande: il se présentera chaque semaine à l'Assemblée, qui du coup devrait prendre des couleurs.

- les demandes de l'opposition comprennent encore un **paquet de revendications:** suppression de la Commission nationale des droits de l'Homme, réforme du NEC, réforme électorale, réforme de la Justice, lutte contre la corruption, ... tout cela relève évidemment des travaux de l'Assemblée. Et des points très particuliers, comme l'obscur système de péage sur la RN4, qui n'ont rien à faire dans la discussion sur une plate-forme politique commune.

La répartition des postes, ministériels et autres, va désormais occuper l'actualité. Là aussi l'essentiel a été dit de longue date. Le PPC, qui a beaucoup progressé aux dernières élections, gagnera des postes ministériels: il souhaite avoir entièrement les ministères de la Défense et de l'Intérieur (sans co-ministres), et l'Information. Si le Funcinpec tient à conserver les deux co-ministères le PPC aura l'Information, le Développement rural et l'Aviation civile. On augmentera le nombre des Secrétaires d'Etat et de vice-Gouverneurs ...

Il reste donc à négocier, et notamment la répartition des postes entre le Funcinpec et le PSR. Sam Rainsy entrera-t-il au gouvernement ? La rumeur dit que son épouse Saurama Tiulong pourrait être ministre de la Santé ... Le temps des rumeurs n'est pas fini. C.n.

ministres, non par le ministère des Travaux publics et des Transports, qui ne connaît pas la destination des recettes. En principe ces recettes, qui ne servent pas à l'entretien de cette bonne route, devraient être conservées pour le jour où il faudra élargir ou doubler la RN4. Ou bien servir à l'entretien général des routes. Un comité de contrôle a été nommé.

RN 3: un scandale ?

Le député de l'opposition Son Chhay dénonce un scandale concernant une section de 32,5km de la RN3, à l'ouest de Kampot: elle doit être réhabilitée par la compagnie coréenne Kukdong, choisie par le Conseil des ministres cambodgien. Le directeur d'une banque coréenne qui avait refusé de financer le contrat, dont le coût, 17 millions de dollars, lui paraissait exagéré, a été démis par les autorités

Le point sur

Les salaires dans la fonction publique

entretien avec Ngo Hongly,

Secrétaire général du Conseil de la Réforme Administrative



Dans un domaine aussi sensible que celui des salaires, il n'est pas bon de chauffer l'opinion, de créer des attentes illusoire qui risquent d'être déçues. C'est un domaine où il ne faut pas rêver, ne pas confondre ce que l'on voudrait avec ce qui est possible, il faut garder les pieds sur terre. Il faut se garder des positions extrêmes: on a bien vu avec les khmers rouges où cela conduit.

Une première observation: le problème des salaires dans la fonction publique est déjà ancien, le gouvernement s'en préoccupe depuis longtemps. Nous savons bien les salaires ne peuvent pas rester à leur niveau actuel. Il ne s'agit pas là seulement d'un problème pratique, immédiat. La politique salariale fait partie d'une stratégie à long terme adoptée par le Conseil des ministres en octobre 2001, la "stratégie de rationalisation".

Elle comporte trois points: - la mise en place graduelle d'une hiérarchie des salaires; - le maintien des effectifs au niveau existant, 165 000 employés; ce qui n'exclut pas des modifications à l'occasion des départs à la retraite. On donne la priorité à l'Education et à la Santé; - enfin le redéploiement, c'est à dire que l'on déplace des gens qualifiés qui se trouvent en sur-effectif là où il y a sous-effectifs, moyennant primes d'éloignement.

les PMG ou Priority Mission Groups

Parallèlement, on va mettre en place les PMG, ou "ensemble prioritaire". C'est un système sans précédent, imaginé au Cambodge, qui doit être mis en place très prochainement. Le principe: sélectionner dans chaque ministère un petit nombre de fonctionnaires efficaces, mieux payés, qui travaillent sur les projets prioritaires. Avec le budget de l'Etat on en prévoit 1000 la première année, et 500 les trois années suivantes, soit 2500 au total. Ce système n'est pas obligatoire. Il appartiendra aux ministères de décider s'ils veulent ou non l'appliquer.

A PROPOS...

coreennes, son successeur a signé le financement. D'une façon générale, nous dit un observateur, les travaux financés par les bailleurs de fonds internationaux sont bien contrôlés, ceux qui sont sur finances bi-latérales moins bien, même quand il s'agit du Japon.

Ambassade des Etats-Unis

La nouvelle ambassade des Etats-Unis en construction sur l'emplacement de l'ancien Club

Sportif devrait être opérationnelle début 2006, nous dit l'ambassadeur Charles Ray. "C'est un projet dans lequel je me suis personnellement investi. Elle est prévue pour 800 personnes, y compris des délégations de passage. L'ambassade actuelle emploie environ 600 personnes. Il faut prévoir le développement du Cambodge".

Erratum pétrole

Dans l'article "Pétrole: le cas

En plus, on prévoit de récupérer dans le circuit officiel l'argent que les bailleurs de fonds donnent déjà à certains fonctionnaires pour les tâches qu'ils leur confient. Il s'agit donc d'argent déjà existant, que l'on souhaite canaliser pour les projets prioritaires des ministères.

Les salaires augmenteront en fonction de l'augmentation des recettes

Nous voulons bien que certains fonctionnaires soient recrutés par les bailleurs de fonds, mais ceux-là ne peuvent pas avoir un double statut. S'ils ont un job ailleurs ils ne peuvent pas être aussi dans la fonction publique. Ils peuvent demander un congé sans solde, c'est prévu par la loi. On fait exception bien sûr pour ceux qui avec leur très faible salaire sont obligés d'être aussi moto-dops ...

Combien sont ces fonctionnaires ainsi employés à temps partiel par les bailleurs de fonds et les ONG ? Il est assez anormal que nous ne puissions pas le savoir exactement.

Le système des PMG est donc destiné à récupérer ces fonctionnaires de qualité, en augmentant leur salaire, pour servir les projets prioritaires du gouvernement.

Ainsi, progressivement, on augmente les performances des fonctionnaires les plus actifs. La qualité du service public, qui est l'objectif majeur, va ainsi s'améliorer.

Un autre argument en faveur du système des PMG, c'est que nous n'avons pas les moyens d'augmenter tout le monde d'une façon considérable. Si on le faisait de façon égale, chacun recevrait une somme dérisoire et la qualité du service publique ne serait pas améliorée. Tel qu'il est le système des PMG concerne les fonctionnaires ayant des compétences techniques.

On peut avancer encore deux bons arguments en faveur des PMG:

- ce système peut certainement être critiqué, mais si quelqu'un en connaît ou en imagine un meilleur pour faire mieux sans dépenser plus d'argent, qu'il le dise ! Tel qu'il est, le projet PMG a le feu vert du gouvernement. Dans le projet de budget pour 2004, 0,5 million de dollars lui est attribué pour 6 mois de l'année.

- le PNUD approuve le système et il est disposé, si le gouvernement l'applique, à transférer directement en sa faveur (sans passer par le budget de l'Etat) l'argent qu'il

du Cambodge", *cn* 215, deux graphiques ont été intervertis: au titre *Importations et Consommation d'essence 1995 - 2003* correspond le graphique qui est juste au-dessous. Au titre "*l'évasion fiscale, par produits, 2003*", correspond le graphique situé juste au-dessus.

Le sens, explicité par les commentaires, est clair: les quantités de produits pétroliers importés ont officiellement diminué, alors que la consom-

mation a considérablement augmenté. La différence: contrebande et exemptions fiscales. Conséquence: une grosse perte de recettes pour l'Etat et pour les compagnies de distribution de carburants.

Le GUIDE TOTAL
des ROUTES du
CAMBODGE

nouvelle édition, bilingue,
à jour, est en vente !

les salaires dans



Le Deauville Group

Bar, Brasserie, Restaurant.

Wat Phnom Phnom Penh

Tel : 012.843.204 Fax : 012.723.474

ledeauville@yahoo.com

Le Deauville I

La plus célèbre Brasserie de Phnom Penh.

Cuisine khmère et Européenne Menus attractifs et carte complète

012.843.204

Le Deauville II



Croisières sur Le Mékong et le Tonle Sap.

Réceptions, anniversaires, Cérémonies...

012.843.204

Le Deauville III

Catering pour collectivités et particuliers

Service TRAITEUR à domicile

012.843.204

Le Deauville IV



Catering et Kraft Services.

Tous événements festifs, Cinéma, réunions sportives, foires commerciales...

012.843.204

Le Deauville V

Hotel aux normes internationales

Centre de Phnom Penh

24 Chambres A/C,

TV cablée, Mini Bar

10/15 \$, et forfaits mensuels

012.862.422

(suite de la page 3)

dépense en "suppléments de salaires" aux fonctionnaires qu'il emploie. Si tous les donateurs canalisaient les fonds utilisés en suppléments de salaires (environ 7 millions de dollars par an) il serait possible de rémunérer 6 à 7000 personnes. Ainsi le système des PMG se trouverait financé, et la qualité du service public pourrait progresser sans dépense supplémentaire pour le budget.

Les premiers PMG pourraient être lancés prochainement, avec une cérémonie publique. Il s'agit d'une mesure administrative, il n'y a donc pas besoin d'une loi adoptée par l'Assemblée.

Comme tout changement provoque des résistances, certaines critiques ont déjà été formulées. Je peux y répondre:

- non, la sélection des gens qui feront partie des PMG ne sera pas politique, c'est archi-faux, je suis catégorique. Le système PMG est très réglementé, par trois textes, qui garantissent son équité et sa transparence: - un comité inter-ministériel fera la sélection; - un autre comité inter-ministériel évaluera les PMG; - un troisième comité fera des audits pour déceler les tricheries éventuelles.

- il faut aussi répondre à ceux qui suggèrent dans leurs scénarios de augmentation de salaires que nous supprimions 27 000 personnes de la fonction publique, que nous transférons chaque année 2% du budget de la sécurité-défense vers le

secteur civil. Mais nous avons besoin aussi de sécurité et de défense. Si nous diminuons trop ces postes, nous prenons des risques dans les domaines de la stabilité et de la cohésion sociale.

Nous refusons cette méthode qui consiste à déshabiller Paul pour habiller Pierre, qui ne voit pas l'ensemble, qui ne mesure pas les conséquences, et nous refusons toute mesure qui mettrait en péril la cohésion sociale.

Il ne faut pas oublier que la priorité absolue, c'est la paix et la stabilité. On peut se demander si certains organismes, en jouant toujours pour les civils et contre les militaires ne cherchent pas la déstabilisation du pays.

augmenter les salaires oui, mais sans oublier les 13 millions de Cambodgiens

pas de promesses

que l'on n'est pas sûr de tenir

De même je ne comprends pas comment certains organismes ont calculé des chiffres d'augmentation des salaires qui ont été avancés dans la presse.

Les salaires, ce n'est pas un bonbon, c'est pour la longue durée ! Comme un mariage, c'est pour la vie. Cela ne peut pas se décider à la légère, sur des présomptions. Il faut pouvoir garantir la durée du salaire, et cela sans oublier les retraites, les primes, les allocations diverses, les dépenses de fonctionnement, c'est compliqué !

Dans le domaine des salaires, il ne faut pas promettre ce que l'on n'est

	D			C			B			A		
1	135	155	175	202	23	262	297	340	385	425	487	550
2	133	152	170	200	22	254	293	333	374	420	478	528
3	131	148	164	198	22	245	289	325	360	414	467	506
4	129	144	157	195	21	235	284	316	344	407	454	482
5	126	139	149	192	20	223	279	306	324	399	437	457
6	123	134	141	188	20	212	273	295	308	390	419	436
7	120	128		184	19		266	283		380	402	
8	116	122		179	18		259	272		369	387	
9	112	117		174	17		251	262		359	373	
10	109	113		168	8		243	252		349	361	
11	106			163	3		236			340		
12	104			158			230			331		
13	102			154			225			323		
14	100			150			220			315		

la fonction publique

pas sûr de pouvoir tenir. Dire qu'avec le produit de la corruption, de la contrebande, de l'amélioration de la fiscalité on peut relever les salaires des fonctionnaires à tel niveau, c'est faire des promesses sur des recettes hypothétiques, c'est facile mais ce n'est pas sérieux, ce n'est pas responsable, c'est une approche démagogique. D'ailleurs demander en même temps de réduire les taxes et de tripler les salaires moyens, c'est irréaliste et irresponsable.

D'autre part il ne faut pas oublier le reste de la population, les paysans et les autres: il y a 13 millions d'habitants au Cambodge, il faut réduire la pauvreté de tous; construire des routes et des moyens de communication, des écoles, amener l'eau, protéger l'environnement...

Et pour répartir le financement de tout cela, il faut un cadre légal, et la ratification du parlement

Les salaires augmenteront en fonction de l'augmentation des recettes

Nous sommes bien d'accord: les salaires ne peuvent pas rester au niveau actuel. Mais il ne faut pas rêver. Porter le niveau moyen, pour tous (fonctionnaires civils, défense et sécurité) à 100 dollars par mois, cela représente 493 millions de dollars pour 3 ans, et après 2008 247 millions par an.

il faut être réaliste: les salaires vont augmenter, avec le reste (retraites etc ...) au rythme des revenus durables (1). Comment faire progresser ces revenus durables ? Nous sommes dans un contexte de réformes, non de révolution. Ce ne peut être qu'avec des changements structurels, progressifs. Nous y travaillons avec nos partenaires de développement.

Il faut réformer la fiscalité pour augmenter les recettes de l'Etat. Des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale, l'ADB, plusieurs pays, nous y aident. Il y a beaucoup de possibilités. J'observe que parmi les bailleurs de fonds, parmi les ONG, il y a de gros salaires.

Il est certain qu'il faut renforcer la bonne gouvernance, lutter contre la corruption, la contrebande, créer un environnement propice aux investissements, réformer le

système bancaire ... Cela prendra du temps. Avec le lourd héritage de la période khmère rouge, peut-être faudra-t-il des générations.

Pour 2004, dès que j'aurai des chiffres précis et que les décisions seront prises, elles seront communiquées

augmenter les capacités

Pour augmenter le niveau des rémunérations il nous faut cibler les augmentations en fonction des priorités, gestion, éducation, santé, compétences de pointe, et les PMG, mais le niveau des rémunérations ce n'est qu'un aspect de l'amélioration de la fonction publique. Il faut en même temps augmenter les compétences, améliorer les comportements, faire progresser l'environnement du travail.

Un chantier est ouvert à ce sujet. Le ministre d'Etat Sok An, président du Conseil de la Réforme Administrative (CAR) a donné les grandes orientations. Elles comportent trois points:

- réformer les salaires et l'emploi;
- rendre le service public plus transparent et plus efficace;
- développer les capacités, tant des individus que des institutions, améliorer le niveau de qualification. Pour ce 3ème point, nous avons emprunté 5 millions de dollars.

augmenter les salaires mais aussi les compétences, les comportements

le Cambodge, comme un adolescent surchargé ...

En matière de salaires, le problème n'est pas l'intention de bien faire, mais le pouvoir de bien faire souligne M. Ngo Hongly. Nous ne devons pas oublier que le Cambodge n'est entré que très récemment dans une période de paix et de stabilité. Il doit entreprendre tous les chantiers à la fois, toutes les réformes. Il ne faut pas lui en demander trop, trop vite.

Comme un adolescent qui porterait un sac de 50 kg sur la tête, un petit frère et une petite soeur dans chaque bras et sa maman sur le dos, sous le soleil tapant, sans chaussures: il ne faut pas lui demander aussi d'aller vite, chercher à le chronométrer ...

les augmentations "par le bas"

Rappelons que le niveau des salaires dépend de quatre éléments: - le niveau de formation; - l'ancienneté, - la performance (pour les plus bas salaires); - la responsabilité (pour les plus hauts)

Le salaire de base dépend de la "catégorie". Il y a quatre catégories, selon le degré de formation: A: diplôme de niveau licence; B: bac +2; C: bac; D: manuels.

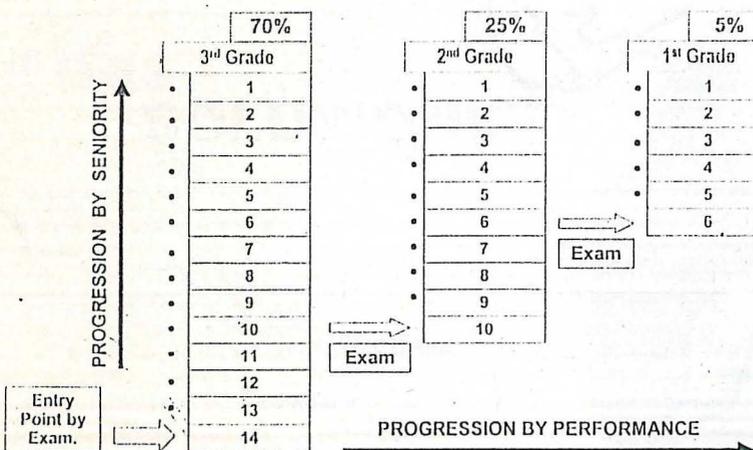
Dans chaque catégorie il y a trois "grades". Et dans chaque grade il y a des "échelons":

14 échelons pour le 3ème grade, où se trouvent environ 70% des fonctionnaires; 10 échelons pour le 2ème grade (environ 25 %); et 6 échelons pour le premier grade (environ 5 %).

On monte d'un échelon, par ancienneté tous les 2 ou 3 ans. Normalement on arrive à l'échelon le plus élevé à l'âge de la retraite.

On peut aussi changer de grade "au mérite", selon les performances réalisées. Les différences sont importantes en termes de salaire, allant de l'indice 100 à l'indice 550. (voir tableaux).

1. L'accord passé entre le Premier ministre et le prince Ranariddh le 4 juin ne dit pas autre chose: entre 10 et 15 % d'augmentation par an "en fonction de l'augmentation du PIB" ndlr.



le réseau routier

A Shanghai le 26 avril dernier, chefs d'Etat et ministres de 32 pays se sont mis d'accord sur la carte du réseau routier dit *Asian Highway*. Il va du Japon, à l'est, jusqu'à Istanbul.

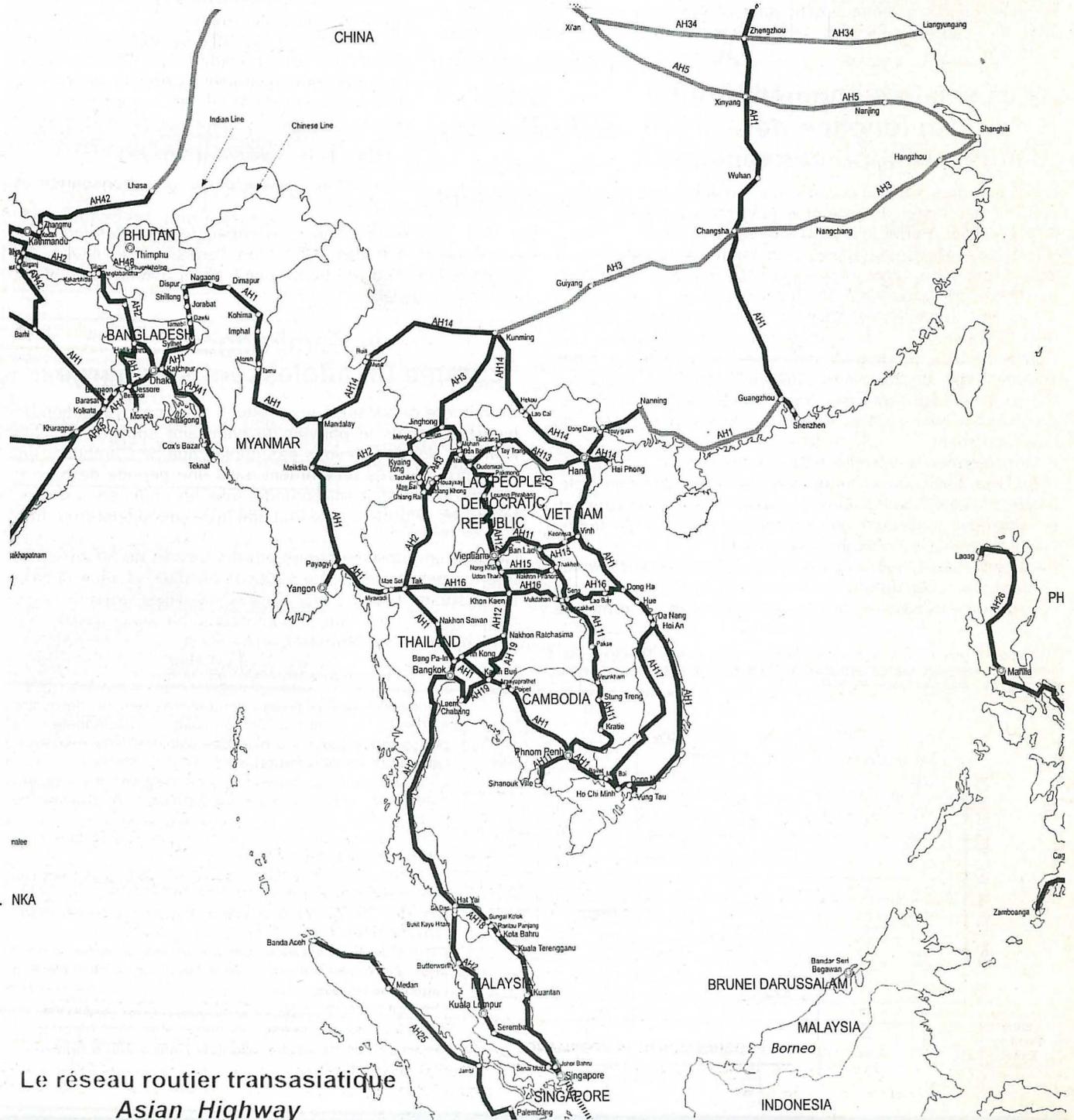
On a fixé des normes. Les routes constituant le réseau appartiennent à 4 catégories.

- **première catégorie** ("primary"): les routes dont l'accès est contrôlé, sans intersections directes, utilisées exclusivement par les voitures, c'est à dire sans piétons, bicyclettes, motos, charrettes etc ... Il y a une séparation médiane. Revêtement asphalte-ciment.

- "classe 1": 4 voies ou davantage; revêtement asphalte-ciment.
- "classe 2": 2 voies de roulement; revêtement asphalte-ciment.
- "classe 3": 2 voies de roulement, revêtement "DBT" *double bituminous treatment*, double couche de bitume.

Les routes appartenant à la classe 3 doivent au minimum avoir 11m de large: 2 fois 3m50 de bande roulante, + des accotements de 2 m de chaque côté.

Au Cambodge, la RN1 répond à ces conditions minimales. Pour la liaison avec la Thaïlande (RN5), manque la section Sisophon - Poipet. Pour la liaison avec le Laos, manque la



Le réseau routier transasiatique
Asian Highway

trans - asiatique

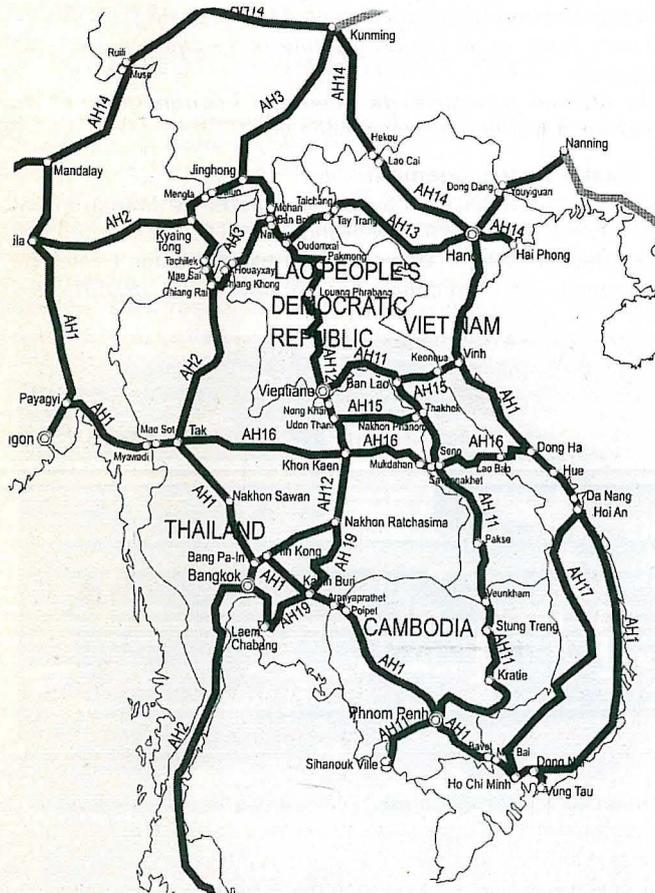
section Kratie - Laos.

Il est convenu que les routes de la "classe 3" doivent être le plus rapidement possible améliorées (revêtement en asphalte-ciment, et 4 voies) en principe d'ici 2020.

Les normes adoptées, fixent les rayons de courbures selon les pentes, les déclivités successives, le tirant d'air minimal (4m50), et les vitesses autorisées selon les catégories de route de 120 à 30kmh.

numérotation

Les routes appartenant au réseau trans-asiatique seront identifiables sur le terrain par un logo rectangulaire, portant



les lettres AH, en noir ou en blanc, suivies du numéro, en chiffres arabes, de la route.

Numéros de 1 à 9: les routes les plus importantes, qui desservent plusieurs sous-régions.

Ainsi la AH 1 commence à Tokyo, et elle se termine à la frontière de la Bulgarie en passant par (ferry) Pusan, Seoul, Pyongyang, Pékin (Beijing), Wuhan, Canton (Guangzhou), Nanning, Hanoï, Vung Tau, Ho Chi Minh, Phnom Penh, Bangkok, Yangon, Mandalay, Dhaka, Kolkata (Calcuta), New Delhi, Lahore, Peshawar, Kabul, Mashad, Teheran, Tabriz, Ankara, Istanbul.

La AH 2 va de Shanghai à Chiang Raï en Thaïlande en passant par Shangsha, Kunming, Jinghong (où elle fait une boucle).

Numéros à 2 et 3 chiffres: routes à l'intérieur des sous-régions, ou connectant à une sous-région voisine, et routes du réseau intérieure à un pays.

La AH 11 commence à Vientiane et se termine à Sihanoukville en passant par Ban Lao, Thakek, Seno, Pakse, Stung Treng, Kratie, Phnom Penh.

Les AH numéros 10 à 29 et 100 à 299 sont attribués au Sud-est asiatique: Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam.

La AH 16 est est-ouest: elle va de Dong Ha au Vietnam (sur la côte, au nord de Quang Tri) jusqu' à Tak en Thaïlande, où elle rejoint la AH1 et la AH 12 qui vers le nord rejoint la AH2 et la Chine.

Ainsi le Sud-est asiatique se trouve progressivement "maillé" par un réseau de routes qui s'améliore rapidement.

Un groupe de travail sur le réseau routier trans-asiatique est créé par la Commission Economie - Social Asie-Pacifique des Nations Unies. Il se réunira tous les deux ans pour vérifier les progrès accomplis. Il n'a aucun pouvoir de coercition, mais il peut favoriser l'harmonisation du réseau, concernant les règles de sécurité, la signalisation, et favoriser les conditions de passage aux frontières.

Ce qu'il ne peut pas faire, c'est remédier aux usages établis on conduit à droite en Chine, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, au Myanmar, à gauche en Thaïlande.

des SOLUTIONS SUR MESURE

A tout moment, du conseil à la conception, de la réalisation à l'entretien, les ingénieurs et techniciens de Comin Khmère assurent dans les meilleurs délais un service sur mesure.

Des installations mécaniques et électriques gérées avec un professionnalisme ayant fait ses preuves et en qui vous pouvez avoir confiance: une garantie qui a fait notre notoriété.

Comin Khmère, la première entreprise d'ingénierie au Cambodge.

tel: (+855 23) 426 056 cksales@comin.com.kh www.cominkhmere.com



comin khmère

électricité • climatisation • eau

La filière francophone en Economie de l'Université Royale de Droit et de Sciences Economiques (URDSE)



Un exposé d'Emmanuel Blanc, chef de projet

Devant la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, le 27 mai, E. Blanc a d'abord rappelé l'évolution de cet enseignement depuis qu'en 1991 la France a voulu le recréer Nouveaux programmes, requalification des enseignants puisque le Cambodge passait à une économie de marché, création d'examens contrôlés, coopération étroite avec la Faculté de Sciences éco de l'université de Lyon 2 qui envoie des professeurs et accueille les étudiants pour l'obtention de diplômes français, coopération avec l'*Asian Institute of Technology* (AIT) de Bangkok pour un diplôme francophone, le Pré-Master de Gestion (PMG ou *Bachelor Business Administration, BBA*)

L'inauguration imminente de nouveaux locaux est l'occasion de faire le point.

La licence cambodgienne de Sciences Economiques et de Gestion, que l'on obtient désormais (à partir de la rentrée 2004) en 3 années, après une année propédeutique commune à l'ensemble des Universités, comprend 3 grandes filières une de Sciences économiques, une de Comptabilité et une d'Economie et d'Informatique.

A la fin de l'année propédeutique (bac + 1), où le nombre d'étudiants se situe entre 600 et 700, les étudiants peuvent également, après sélection sur concours, s'orienter vers une filière francophone à vocation internationale. Elle comprend une classe préparatoire (un an), suivie d'un pré-master de gestion (2 ans) et d'un master de management (2 ans)

1. La classe préapratatoire au Pré-master de gestion: l'orientation francophone:

Dans cette "classe préparatoire", où l'on est admis sur examen (70 étudiants en 2003-2004), l'enseignement se fait progressivement en français. L'objectif est de préparer les étudiants à pouvoir composer leurs examens de fin d'année en français. Les programmes sont ceux d'une première année de licence de sciences éco. Les étudiants suivent obligatoirement les cours de français renforcé et des cours d'anglais.

2. Le Pré-Master de Gestion et la licence de sciences économiques de l'Université Lyon 2:

Un nouveau concours est organisé à bac + 2 pour entrer dans une formation qui, en deux ans, délivre un double diplôme, la licence française de sciences économiques de l'Université Lyon 2, et le Bachelor Business Administration (BBA), diplôme co-signé par l'AIT de Bangkok.

Après les deux années de PMG, le nombre des étudiants a déjà beaucoup diminué: 34 la première année, 28 la seconde. Ceux-là, et ceux qui viennent de la filière cambodgienne, peuvent se présenter au concours d'entrée au Master en management.

Le programme du PMG ou BBA Bachelor of Business Administration, a été conçu pour faciliter l'insertion des étudiants de la péninsule indochinoise dans le monde des affaires.

Le concours d'entrée est très sélectif: 32 inscrits au total en 2003.

Au terme de deux années d'études, près de 1500 heures d'enseignement, les étudiants peuvent acquérir deux diplômes:

- le **diplôme de gestion Bachelor of Business Administration (BBA)** sous le double sceau de l'URDSE de Phnom Penh et de l'*Asian Institute of Technology* (AIT) de Bangkok;
- la **licence française de sciences économiques et de gestion** délivrée par l'Université Lyon 2.

3. Master en Management

Depuis octobre 2002 est ouvert un **Master de Management** en partenariat avec l'AIT de Bangkok et l'Université de Lyon 2 et, depuis 2004, 7 Universités et trois grandes Ecoles de commerce. Il "contribue à rapprocher l'URDSE des



standards internationaux en matière d'enseignement supérieur en management". C'est une formation de 2 ans, accessible sur concours aux étudiants ayant une licence ou niveau équivalent en économie et aux professionnels, et autres de niveau bac + 4. Il s'agit d'un master bi-lingue français - anglais. Le concours d'admission a lieu en juin.

Les *droits d'inscription* varient, en fonction du classement au concours, de: 160 dollars/an pour les meilleurs étudiants (environ 20%), jusqu'à 800 dollars pour les moins bien classés. La Coopération française finance notamment les missions des enseignants et les bourses.

4. Bourses:

En 2002-2003, 12 bourses ont été attribuées à l'issue de la première année.

Après le Pré-master, pour s'inscrire dans un master français (maîtrise + DESS), ou après une année de master à l'URDSE pour faire une dernière année de master (DESS), en France ou à l'AIT de Bangkok, ou au CFVG (Centre franco-vietnamien pour la gestion) à Hanoi ou à Ho Chi

URDSE

Minh, en dix ans de coopération la France a attribué 142 bourses: 36 pour la maîtrise (34 étudiants), 28 pour le DEA (28 étudiants), 20 pour le doctorat (10 étudiants).

Que deviennent les étudiants ?

Une enquête de 2002 portant sur 100 étudiants (sur un total de 128 sortis du PMG, les 7 premières promotions) montre une bonne insertion dans la vie professionnelle: 56 % ont trouvé un emploi immédiatement, 32 % dans les 3 à 6 mois. 72 % sont dans une entreprise privée, 19% dans une ONG, 9 % dans l'administration publique.

33% gagnent de 200 à 400 dollars; 27 % de 400 à 600; 14 % de 600 à 800; et 3% de 1400 à 1600.

Un nouveau "resort" aux portes de Phnom Penh

Le manager du *Deauville Group*, André Calabro, va prochainement ouvrir un "resort".

Sur la RN1, à 6 km du pont Monivong –sur l'emplacement du "*Jardin des Gourmets*"- 8000 m² de terrain ont été aménagés par l'architecte Pascal Bannier. Profusion de végétation, avec de grands arbres, des massifs de fleurs, des bananiers, des tonnelles, des bougainvillées: le lieu s'appellera *Palm resort*. Il comportera un restaurant, un bar à cocktails, une vaste piscine dont on peut déjà apprécier les courbes, franchie par une passerelle en arc, une piscine plus petite pour les enfants, et une vingtaine de bungalows. Sans prétendre au très grand luxe, l'ensemble est assez "haut de gamme", avec une recherche dans les niveaux, les sols, carrelages, boiseries, décoration jusque dans les détails, éclairage. Il donne une impression d'harmonie de bon ton.

Les chambres offriront tout le confort. Les prix: de 25 à 35 ou 40 dollars.

Les liaisons avec Phnom Penh seront assurées par des navettes: 8 par jour, 4 en voiture et 4 en bateau, c'est à dire pratiquement une liaison chaque heure.

Investissement: 350 000 dollars en travaux. Au total, avec le terrain, et lorsqu'une vingtaine d'autres bungalows auront été construits: environ 1 million de dollars.



André Calabro est à Phnom Penh depuis dix ans et son *Deauville Group* comporte aussi un bateau, le "*Deauville II*", et un hôtel de 24 chambres le *Deauville V*, avec un salon de coiffure et un bar, "*Le Mikado*".

L'ouverture du *Palm Resort* est prévue pour début juillet. "Je suis très optimiste. Cette formule répond à un vrai souhait, j'ai déjà des réservations de Japonais!".

PSE forme des professionnels

LONG PSE, *Pour un Sourire d'Enfant*

créée en 1994 par "les des Pallières" pour venir en aide aux enfants vivant sur la décharge de Stung Meanchey, est devenue en 10 ans, avec la participation d'organismes étrangers réputés, un centre de formation professionnelle remarquable, auquel les entreprises ont commencé à faire appel.



Devant la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, le 27 mai, M. So Raingsey a rappelé quelles sont les "filiales" de formation: - **hôtellerie** (4 sections: restauration, services des chambres etc ... en liaison avec l'Ecole hôtelière de Lausanne, avec sur place un vrai restaurant et des chambres d' hôtel); - **Secrétariat-administration**, une formation de 3 ans qui comporte des stages en entreprise; - **Coiffure-esthétique**, avec un vrai salon de coiffure et de soins, qui forme aux styles asiatique et occidental, avec des stages à Bangkok; - **Jardinage**, une formation très pratique qui peut donner accès à des emplois dans les hôtels, les résidences ...

Cette formation professionnelle comporte une part importante d'éducation et de culture générale.

Il est clair que pour PSE qui recherche pour ses étudiants des stages et des embauches, le contact avec les entreprises doit être permanent.

En 2005 PSE projette d'ouvrir une formation "**Mécanique**".
(tel 012 508 537)



des idées à 360°

Air, Mer, Route Transport
Dédouanement
Projet Industriel, Entreposage
Groupage hebdomadaire
Service Porte à Porte, Déménagements Internationaux

SDV Cambodge Ltd.

22 rue 240, Phnom Penh, Cambodge

Tél: +855 23 427 955 Hp: +855 12 812 877 Email: pnh.ops@sdv.com

SDV Logistique Internationale - 500 bureaux sur 5 Continents

Groupe Bolloré



LIVRES

Un média nouveau : le livre

le projet VALEASE,
Valorisation de l'écrit en Asie du Sud-Est :
Cambodge, Laos, Vietnam

Nostalgie de l'Indochine ? non, mais reconnaissance d'un patrimoine commun

En novembre 2001, pour la première fois depuis bien longtemps, a eu lieu un séminaire original à la Bibliothèque nationale du Cambodge. Il réunissait des bibliothécaires, des documentalistes, des éditeurs, des représentants d'organisations non gouvernementales et de ministères venus du Cambodge, du Laos et du Vietnam pour célébrer la mémoire consensuelle de Paul Boudet, conservateur général des bibliothèques en Indochine de 1917 à 1947 et fondateur de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales du Cambodge.

Pendant trois jours, les participants ont abordé tous les problèmes liés à la pratique de leur métier dans leurs pays respectifs : la préservation d'un patrimoine historique commun mis à la disposition d'un nombre important de francophones et d'apprenants de français l'aide que le livre peut apporter pour résoudre efficacement les problèmes d'analphabétisme, d'éducation et de formation permanente ; la nécessité de favoriser l'émergence d'éditions nationales et

de collections régionales par le biais d'une formation professionnelle spécialisée.



Cet événement est à l'origine du projet VALEASE, Valorisation de l'écrit en Asie du Sud-Est et de la création, en janvier 2004, d'un poste d'assistant technique localisé à la Bibliothèque nationale du Cambodge et rattaché au Service de coopération et d'action culturelle près l'Ambassade de France au Cambodge. Les trois pays considérés faisaient déjà partie de la Zone de solidarité prioritaire créée par le ministère français des Affaires étrangères (M.A.E.) pour soutenir les Etats en développement. Le projet VALEASE est donc financé par un crédit spécial du M.A.E., le Fonds de solidarité prioritaire (F.S.P.).

L'enjeu est triple : il est à la fois culturel, économique, régional. Culturel, parce qu'il replace le Cambodge, le Laos et le Vietnam dans une continuité historique. On n'en est plus à l'heure où l'héritage colonial est contesté de toutes parts. Qu'on le veuille ou non, il fait partie de l'histoire de ces trois pays, et il vaut mieux en prendre les bons côtés que le nier en bloc. L'enjeu est aussi économique, car on assiste en ce moment dans cette zone du monde à l'apparition d'un marché culturel, qui s'exprime d'abord par l'irruption d'Internet et l'omniprésence de l'audiovisuel, mais aussi par la création de maisons d'édition, d'entreprises de presse et de librairies. Régional enfin, car la dimension des actions possibles gagne à déborder les frontières d'un seul pays. On dira bien sûr a contrario qu'agir dans des nations aussi différentes que le Cambodge, le Laos et le Vietnam exige une conduite adaptée. Cela n'est réalisable en effet

BAT: TABAC ET PÉPINIÈRES

L'activité principale de *British American Tobacco* au Cambodge, c'est la fabrication "intégrée" des cigarettes, depuis les plantations de tabac jusqu'à la commercialisation. Elle emploie 485 personnes, et 1300 saisonniers, dans les plantations, l'atelier de Kompong Cham, l'unité de séchage de Takmau, l'usine et le siège de Phnom Penh. La compagnie a investi 25 millions de dollars dans l'entreprise et pour l'instant en a perdu 13. Mais dit John Nelson, le directeur, "nous ne perdons plus d'argent et je suis confiant pour l'avenir".



L'atelier de Kompong Cham

BAT occupe actuellement 50 % du marché, soit 3 milliards de cigarettes par an environ. Surface cultivée: 800 ha, sur un total cambodgien d'environ 1500 ha. Les rendements sont passés de 750 à

1950 kg / ha et les quantités produites atteignent 2000 tonnes /an en moyenne. Les importations, qui représentaient d'abord 55 % du tabac utilisé, ne sont plus que 20%. Les exportations atteignent 500 tonnes/an. Pour l'instant, le tabac produit, à partir de plants de provenances diverses, est de qualité moyenne (il est offert en une trentaine de catégories différentes), il sert principalement d'appoint à

d'autres tabacs; l'amélioration de la qualité fait partie des objectifs.

Dans le village de Tbaung Khmum, tout proche du Mékong au nord de Kompong Cham, Buth Ben, l'un des 747 paysans sous contrat avec BAT, possède 4 ha. Il cultive du tabac, du sésame et du maïs et s'en tire plutôt bien avec, à la fin de l'année, 4 à 5000 dollars de bénéfices. Le meilleur rendement, pour lui, c'est le tabac. BAT s'engage à lui acheter sa production, à lui assurer un retour de 40 % sur son investissement, et lui apporte aussi une aide technique, bon usage des engrais et des pesticides notamment.

Le gouvernement pour sa part a reçu en taxes et impôts 3 millions de dollars en 2000.

Pourtant, fait observer John Nelson, les recettes que le tabac apporte au gouvernement pourraient augmenter beaucoup. Au Cambodge les impôts, 10%, sont très faibles, alors qu'ils atteignent par exemple 80 % au Sri Lanka, où ils représentent 11 % des recettes de l'Etat. Que la profession s'organise, et on pourra augmenter les impôts !

4,5 millions d'arbres plantés !

L'autre activité que Thierry de Roland Peel, *Corporate and regulatory Affairs Manager*, est fier de montrer aux visiteurs, c'est la pépinière de Kompong Cham: eucalyptus, ipil-ipil,



acacias, neem, flamboyants plus d'un million de plants par an. Jusqu'ici 4,5 millions d'arbres ont été plantés, le plus souvent le long des routes, nationales comme routes du réseau tertiaire.

qu'avec l'aide de relais, en l'occurrence toutes les personnes liées de près ou de loin à l'écrit.

Les bibliothèques, la lecture publiques et les archives, comme médiateurs du projet

Les bibliothécaires et documentalistes sont au centre du projet : à l'heure où le livre paraît concurrencé dans le monde par les autres médias, il continue néanmoins d'être un vecteur très solide de la culture et de la mémoire universelles. Pour la jeunesse de la péninsule indochinoise, il doit être aussi nécessaire que le riz quotidien ou les soins médicaux. On le constate dans les bibliothèques scolaires naissantes au Cambodge, où l'électricité manque encore, et où seul le livre peut jouer ce rôle d'ouverture sur le monde. Il suffit de voir avec quel appétit les enfants des cours préparatoires se jettent sur les albums apportés dans les écoles de villages par le ministère de l'Education, avec l'aide d'ONG comme le SIPAR ou « Room to read », pour comprendre que le livre a encore de belles années devant lui. Cela posera très vite, d'ailleurs, le problème de la création de véritables bibliothèques publiques, absentes pour le moment dans le pays.

Le travail sur la mémoire consistera, lui, à élaborer un catalogue informatisé des « Archives coloniales indochinoises » commun aux pays de la péninsule et à la France en faisant un état des lieux de l'inventaire des archives d'époque coloniale dans chaque centre (Phnom Penh, Hanoï, Hô Chi Minh-Ville, Aix-en-Provence). L'unification de tous ces systèmes sur un cédérom permettra ensuite d'utiliser les dernières technologies au service des archives par la voie de la création d'un site Internet.

Mais pour agir, bibliothécaires et archivistes ont besoin d'outils accessibles à tous : les livres. Et seuls les éditeurs et les libraires peuvent leur fournir.

Les éditeurs et les libraires, à la base du projet

On s'aperçoit en effet que les trois pays manquent cruellement d'une bibliographie nationale conséquente. Les guerres, les difficultés économiques, les tribulations politiques n'ont pas permis durant longtemps à des maisons d'édition de se créer, à des revues de se répandre, aux écrivains même de prospérer. Il faut donc profiter de l'expérience des autres pays pour commencer. C'est pourquoi des programmes de traduction sont importants. Tout part de là : l'histoire culturelle des pays d'Europe est elle-même très riche en exemples de « révolutions culturelles » dues à la parution de telle ou telle œuvre traduite d'une langue étrangère. Il faut donc trouver des traducteurs, véritables intercesseurs d'une culture à l'autre, même si les langues asiatiques sont encore peu étudiées par les Occidentaux. Précieux sont donc les intellectuels français qui, en Asie du Sud-Est, se lancent avec

enthousiasme dans l'apprentissage du khmer, du lao ou du vietnamien et travaillent ensuite avec les équipes locales d'étudiants pour traduire les textes fondamentaux de la culture européenne



Après la traduction, vient l'édition. On s'aperçoit d'ailleurs qu'au Cambodge tout au moins, comme dans l'Europe d'autrefois, ce sont des imprimeurs ou des libraires qui sont le plus enclins à se lancer dans l'aventure. Le projet VALEASE a pour objectif de créer avec eux des collections en français et en langues nationales à vocation régionale et d'élargir les lieux de diffusion, en particulier vers les jeunes. C'est la raison pour laquelle le projet VALEASE prévoit de mettre d'abord l'accent sur l'édition jeunesse : recensement des meilleures publications, formation continue, diffusion, promotion. Cette démarche doit impliquer les associations professionnelles et les bibliothèques déjà existantes.

S'appuyer sur le réseau des professionnels en place

De fait, l'apport local est loin d'être négligeable : le Vietnam, par exemple, peut être considéré comme chef de file avec plusieurs établissements de référence, le Cambodge et le Laos restant encore quelque peu en retrait. Mais il s'agira surtout de faire jouer les complémentarités régionales entre ce trois pays et de s'appuyer sur le milieu des gens de métier qui partagent un même savoir-faire, qui visent aux mêmes compétences et formations, qui sont tous à des degrés divers des agents de ce qu'il est convenu d'appeler la chaîne du livre. Les questions communes à débattre sont nombreuses : le dépôt légal, les enregistrements officiels des livres et des périodiques, les droits d'auteur, la formation bibliothéconomique et documentaire continue et à distance, etc.

Le projet VALEASE est certes ambitieux, mais il ne pourra se faire qu'avec l'appui de ces divers partenaires en Asie du Sud-Est. Le moment est favorable, car des mouvements s'observent déjà dans le domaine des bibliothèques, des éditions et des librairies : création de bibliothèques scolaires au Cambodge, premier Salon du livre en mars 2004 à Hô Chi Minh Ville, développement de bibliothèques publiques au Laos. Ce n'est donc sûrement pas un combat d'arrière-garde comme le pensent les tenants du tout Internet. L'accès au livre est vu par de nombreux jeunes de ces trois pays comme un facteur clé du développement humain et durable, qu'ils soient défavorisés, étudiants, élèves de français ou intellectuels actifs.

J.J. Donard, chef de projet
Centre Culturel Français

CAMBODGE NOUVEAU le journal des idéologues votre meilleur investissement	Publié par la SERIC Directeur - rédacteur en chef Alain Gascuel Photos Art Studio, etc ... Impression CIC Centre Informatique du Cambodge 58 rue 302 BP 836 Phnom Penh CAMBODGE NOUVEAU tel 023 214 610 mobile 012 803 410 E-mail cn@forum.org.kh

Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh !

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751
Email: dg_distri@bigpond.com.kh



MEDIAS

Audits ?

Le vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie-Pacifique Jemal-ud-din Kassum confirmait dans une lettre du 6 mai que "la Banque demande que des audits soient réalisés concernant les projets qu'elle finance au Cambodge. Les sociétés KPMG et Price-Waterhouse sont qualifiées pour le faire". Cependant en pratique très peu, ou aucun audit indépendant n'a été réalisé et rendu public, qu'il s'agisse de la déforestation, de la démobilisation etc ... Cela au moment où la Banque mondiale reconnaît qu'elle n'a pas réussi à diminuer la pauvreté au Cambodge. [d'après e-mail khmer intelligence 28.5]

Essence en contrebande

Bien que le gouvernement surveille secrètement des dépôts de carburants pour arrêter les contrebandiers, ces efforts sont sans succès, selon les douaniers et la police économique, pour 3 raisons: la corruption, la différence des prix entre le Cambodge et les pays voisins, qui augmente, et l'impossibilité de lutter contre la grande contrebande. La lutte contre la contrebande est dirigée contre les petits passeurs, motos, voitures, bateaux, transportant de 4 à 10 bombes, mais personne n'ose s'attaquer aux grands trafiquants qui utilisent des bateaux importants comme Ly Lung, frère aîné de Ly Yong Phat, propriétaire du casino de Koh Kong. [d'après Samleng Yuvachun Khmer, 18.5., trad. The Mirror].

De l'eau pour Siem Reap

Sur un don du Japon de 18,2 millions de dollars, signé le 18 mai, environ les deux tiers vont financer une installation d'eau potable pour Siem Reap d'une capacité de 8000 m3/jour, desservant environ 26 000 personnes: station de pompage, usine de traitement, réservoir, réseau de distribution, équipement opérationnel, entretien et formation, éducation du public. Le don japonais financera deux autres projets: des bourses d'études au Japon pendant un an pour 20 étudiants, et la poursuite d'un autre programme de bourses. [d'après Koh

Santepheap 19.5, trad. The Mirror]

Terrains à Sihanoukville

A Sihanoukville, les terrains qui appartiennent à l'Etat passent dans les mains de hauts responsables du secteur public et de là dans celles de riches personnages du secteur privé, comme il est arrivé pour les plages de Sokha motel et de Koh Doung. Récemment, selon des membres de la Municipalité, 120 ha de terrains à Prek Tob sont, après partages secrets, devenus la propriété de diverses excellences. Un terrain de 100 m sur 50m, devant le stade de Sangkat Bei, district de Mitterheap, qui vaut au moins 1 million de dollars, a été vendu pour moins de 100 000 à la compagnie Kim Hab. [d'après Moneaksekar Khmer 17.5., trad. The Mirror].

Thaïlande: caoutchouc

Le gouvernement encourage les paysans du nord-est, région sèche et pauvre, à planter des hévéas en leur distribuant des plants gratuits et avec des prêts bon marché. Objectif: planter 160 000 ha, soit 10% de plus, d'ici 2006. Le coût: 165 millions de dollars. La Thaïlande est déjà le premier producteur mondial de caoutchouc. Mais il y a des sceptiques, concernant les rendements et le maintien des prix internationaux à ses hauts niveaux actuels. [d'après Far Eastern Economic Review 27.5]

Pirates sans frontières

De plus en plus d'actes de piraterie, surtout dans les eaux très propices du sud-est asiatique, avec ses 17 000 îles et d'innombrables mouillages clandestins: 149 attaques sur les 445 recensés pour 2003 par le Bureau Maritime International, IMB, de Kuala Lumpur, 20 % de plus qu'en 2002. 22 marins ont été tués, contre 4 en 2002. Il s'agit de plus en plus souvent d'ordres passés par des gangs internationaux et des guerrillas séparatistes à des pêcheurs et marins sans ressources. Les bateaux -des barges, plus lentes, de préférence- sont attaqués en pleine mer, la cargaison est transbordée dans un port clandestin et

revendue ailleurs, souvent en Chine, les bateaux repeints et revendus. La marchandise: du minerai, du bois, des voitures d'occasion, de la drogue, des immigrants clandestins, ...

Plus de 50 000 bateaux passent chaque année entre l'île indonésienne de Sumatra et la Malaisie. L'Indonésie n'a pas les moyens de surveiller efficacement ses eaux territoriales. [d'après Far Eastern Economic Review 27.5]

USA: protection sans raisons

Les taxes imposées par les Etats-Unis aux sous-vêtements importés du Cambodge, sur une valeur de 230 millions de dollars en 2002 leur ont rapporté 24 millions de dollars, plus que les droits sur l'acier japonais ou sur les vins australiens. Alors que les droits sur les produits de haute technologie fabriqués par exemple en Australie ou au Japon ont été pratiquement supprimés, la plupart des produits provenant des pays asiatiques les moins avancés comme le Cambodge, le Pakistan, le Bangladesh, la Mongolie, le Népal ... paient des droits compris entre 5 et 30 %.

Seulement 5 produits fabriqués au Cambodge paient aucun droit, 42 paient entre 5 et 15%, 52 plus de 15%. Taux moyen des droits: 15,6% pour le Cambodge, alors qu'il est de 14,6 % pour le Bangladesh, 10,5 % pour le Pakistan, 3,2% pour la Chine, 1,8 % pour le Japon, 1,6 % pour l'Australie, 1,5 % pour l'Union Européenne, 0,6 % pour Singapour.

Mêmes comportements protectionnistes d'ailleurs de la part de l'Inde et de la Chine. Ces précautions ne sont pas nécessaires: les exportations des pays asiatiques les moins avancés ne représentent ensemble que 0,1 % du commerce mondial.

Conclusion: cela coûte cher d'être pauvre !

[d'après Far Eastern Economic Review 10.6]

Prochainement

l'INDEX 1994 - 2004





indochine

INSURANCE

Nous sommes là pour vous aider



012 812 333

Première compagnie d'assurance du Cambodge, et première compagnie privée à recevoir sa license, Indochine Insurance est choisie par ceux qui estiment que le service, c'est plus important que tout. Notre ligne téléphonique d'assistance directe vous est ouverte 24h/24, 365 jours par an, il suffit de l'appeler pour que notre équipe soit à vos côtés lorsque vous en avez besoin.

Contactez Indochine dès maintenant.

- Automobile
- Santé, Évacuation Médicale
- Tous Risques Chantiers
- Incendie, Accident et Risque Divers

- Accidents du Travail
- Hospitalisation
- Assistance Auto

Consultez régulièrement notre nouveau site web pour plus d'informations, ainsi que pour les "insurance news"

www.indochine.com.kh



No Problem Insurance Park, 55, Rue 178, Phnom Penh Tel: (855 23) 210 701, 210 761 Fax: (855 23) 210 501 Email: insurance@indochine.com.kh Web site: www.indochine.com.kh